



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/52/390
25 septembre 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquante-deuxième session
Point 71 de l'ordre du jour

DÉSARMEMENT GÉNÉRAL ET COMPLET

Lettre datée du 24 septembre 1997, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de l'Ouzbékistan
auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte d'une déclaration que les Ministres des affaires étrangères de la République du Kazakhstan, de la République kirghize, de la République d'Ouzbékistan, de la République du Tadjikistan et du Turkménistan ont adoptée le 15 septembre 1997 lors de la Conférence internationale intitulée "Asie centrale – zone exempte d'armes nucléaires", tenue à Tachkent les 15 et 16 septembre 1997 (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale au titre du point 71 de l'ordre du jour.

Le Représentant permanent de la République
d'Ouzbékistan auprès de l'Organisation
des Nations Unies

(Signé) Alisher VOHIDOV

ANNEXE

[Original : russe]

Déclaration adoptée à Tachkent, le 15 septembre 1997, par les
Ministres des affaires étrangères de la République du Kazakhstan,
de la République kirghize, de la République d'Ouzbékistan, de la
République du Tadjikistan et du Turkménistan

La prolifération des armes nucléaires sur la planète est la principale menace qui pèse sur la survie de l'humanité. Les armes nucléaires peuvent détruire non seulement tout ce qui a été construit par l'homme tout au long des siècles mais la vie même sur la Terre.

À l'époque du désarmement nucléaire, il faut élaborer une nouvelle conception du monde, fondée sur les principes du refus de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, et du respect du droit qu'a chaque peuple de choisir lui-même son système social, politique et idéologique en rejetant la politique de domination des uns par les autres.

La Conférence internationale de Tachkent intitulée "Asie centrale – zone exempte d'armes nucléaires" (15 et 16 septembre 1997), en reconnaissant l'indivisibilité de la sécurité régionale et mondiale, a réaffirmé la nécessité d'une participation collective au développement progressif de la communauté mondiale.

Le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan, pénétrés de l'idée de responsabilité collective, fermement désireux d'agir ensemble, exprimant l'opinion unanime de leurs peuples et ayant signé le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, ainsi que la Déclaration d'Almaty :

- Proclament la nécessité de déclarer l'Asie centrale zone exempte d'armes nucléaires, ce qui constitue un facteur essentiel pour renforcer la sécurité régionale;
- Se félicitent des buts et principes énoncés dans les documents de la Conférence des Parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, réunie en 1995;
- Accueillent avec satisfaction l'adoption du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, ouvert à la signature des autres États le 24 septembre 1996 et engagent tous les États qui ne l'ont pas encore fait à signer ce Traité;
- Constatent avec satisfaction qu'une bonne partie des pays du monde qui ont volontairement contracté des obligations en ce qui concerne les traités relatifs aux zones exemptes d'armes nucléaires promeuvent par là même une nouvelle culture de la sécurité nucléaire;

- Estiment que la création en Asie centrale d'une zone exempte d'armes nucléaires répond aux intérêts de la sécurité nationale, régionale et mondiale;
- Demandent aux membres permanents du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies et à tous les autres États d'appuyer l'initiative visant à créer une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale et de contribuer de toutes les manières possibles à son établissement;
- Jugeant indispensable d'assurer la sécurité écologique dans leurs régions, engagent les autres États à oeuvrer au relèvement des territoires, en particulier de ceux qui ont été pollués par des déchets radioactifs;
- Se déclarent prêts à développer et à renforcer la coopération dans le domaine de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques;
- Demandent aux institutions spécialisées des Nations Unies de créer un groupe d'experts des Nations Unies auquel participeraient des experts de la région pour examiner la forme et les éléments de l'élaboration et de l'application d'un accord faisant de l'Asie centrale une zone exempte d'armes nucléaires.
